

# Psychodrame autour de Jean Monnet et des "pères" de "l'Europe des Etats-Unis"

Posté le : 23 mars 2019 13:37 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Actualité chaude, Zone Euro, Attitudes, Réforme, Economie et politique

Philippe de Villiers vient de commettre un livre dont le succès tourne entièrement autour de la dénonciation de Jean Monnet, de Schumann et de Hallstein, une brochette de « pères de l'Europe unie », comme agents rémunérés d'une « Europe des États-Unis » et non comme les pères d'une Europe unie. Comme il en apporte des preuves incontestables, permettant de fonder les impressions préexistantes sur du solide, cela crée comme un malaise moral du côté européiste.

À chaque passage dans des émissions de télé, on voit donc des intervieweuses se muer en harpies partisans décidées à mettre en charpie leur interlocuteur et à l'empêcher de développer des arguments ou de tirer des conclusions. Sonia Mabrouk sur Cnews Anne Sophie Lapix dans l'émission C à vous, Léa Salamé sur la 2 se sont récemment illustrées dans l'exercice. Aucune ne s'est livrée à un travail de journaliste mais plutôt de garant énervé de la pureté des oreilles des téléspectateurs.

Le but de toutes ces manipulations : empêcher Villiers de démontrer que les pères de l'Europe et en particulier Jean Monnet et Robert Schuman étaient d'abord au service des Etats-Unis et que leur vision fédérale bien connue était celle d'une Europe docile, sous suzeraineté américaine permanente, et ouverte aux produits américains.

On retrouve toutes les méthodes médiatiques employées depuis des lustres pour éviter que les plus grands crimes communistes ne soient exploités contre la Cause. Léon Chaix avait démontré que face à des accusations fondées, les partisans n'avaient que la séquence suivante à disposition :

- Occultation tant qu'on peut
- Négation quand on ne peut plus occulter
- Minimisation quand on ne peut plus nier
- Exonération quand on ne peut plus minimiser.

Jean Monnet est depuis la guerre de 1914 idéologiquement opposé aux nations européennes (fauteuses de guerres) et organiquement et financièrement dans la mouvance américaine au service de laquelle il s'est engagé, après avoir servi le Royaume Uni. On le retrouve à Alger, tentant de contrer le Général de Gaulle au profit de Giraud, à Bretton Woods où il sert les idées de White, lors du plan Marshall où il sert les intérêts des grandes entreprises américaines, notamment dans la diffusion de films. On le voit derrière l'affaire de la CECA puis à la naissance d'Euratom où il suit la politique américaine qui ne veut pas d'une filière atomique française et européenne indépendante. Etc. Etc. Villiers donne les preuves d'un financement continu par la CIA et de traités rédigés à grands frais par des cabinets américains selon les ordres reçus du gouvernement américain, souvent opposé aux desseins du gouvernement français.

Tout cela est bien connu depuis longtemps mais il est vrai que les preuves prises aux meilleures sources n'avaient pas été étalées. Elles démontrent ce que l'action même de Jean Monnet suggérait : il a été un agent d'influence financé tout le long de sa vie d'abord par le Royaume Uni et ensuite par

les Etats-Unis. Les gens pudiques parlent de « Missi Dominici » (sans rappeler le sens de cette institution) ou mieux de « go between » en novlangue, à l'influence bienfaitante.

Nos trois intervieweuses, nourries aux mêmes sources et avec les mêmes consignes, ont toutes eu la même attitude, déclinant la séquence de Léon Chaix sans en manquer une étape.

On suggère que l'auteur est un complotiste. Seul un homme malhonnête peut briser le tabou de l'occultation. Mais les preuves sont là !

La négation suit, en laissant toujours entendre que tout cela c'est du pipeau outrancier destiné à « faire de l'argent », alors que les documents sont étalés et qu'on refuse de les faire voir et même simplement de les commenter en couvrant systématiquement la voix de l'invité.

La minimisation et l'exonération s'enchaînent : tout cela n'est pas grave « tout le monde » allait chercher des subsides aux États-Unis. Monnet n'est pas le seul. Alors pourquoi lui chercher des poux dans la tête ? On ne nie plus rien mais on réduit l'acte de financement à une habitude européenne ancrée qui ne lui est pas propre et si c'était pour le bien commun, quelle importance ?

L'interviewé est donc un salaud mal intentionné qui veut faire de l'argent, qui vole des informations déjà publiées et les copie sans vergogne, qui cherche à stimuler la haine contre des hommes magnifiques et à nuire à la merveilleuse cause européenne supranationale. Il est donc normal qu'on l'empêche de s'exprimer et qu'on essaie par tout moyen de décrédibiliser ses propos. Mais il faut qu'il soit là pour faire le buzz et de l'audience, donc « de l'argent ».

Le comique de la situation provient du fait que cette attitude de « chienne de garde à nonosse » est désormais dénoncée comme un des travers de la presse notamment par le livre de Mme Rocriex. On en donne une illustration caricaturale au plus fort des critiques contre le « politiquement correct » agressif de la « gauche affairiste » dominante dans les médias.

Il est vrai que l'une est l'épouse du candidat PS aux élections européennes, l'autre épouse du dirigeant de Publicis, très proche de Macron et la troisième fille d'un haut dignitaire du régime de Bourguiba. Moix s'indigne qu'elles puissent être jugées sur leur mari. Ne sont-elles pas hautement indépendantes ? Elles doivent s'affirmer en femmes certes mariées mais totalement libres d'esprit, comme l'étaient sans doute naguère l'épouse de Kouchner ou celle de DSK... Si elles tiennent les mêmes propos jettent les mêmes anathèmes et utilisent les mêmes méthodes, c'est juste qu'elles pensent les mêmes choses heureusement politiquement correctes. Elles évitent au menu peuple d'être « trompé » par la vérité, déplaisante et attentatoire à l'image des Saints de l'Europe supranationale tout en faisant de l'audience et de l'argent. Comment leur en vouloir ? Notons au passage que la promotion des femmes dans la sphère politique et médiatique a surtout permis la promotion de couples devenus puissants, riches et influents.

Ce qui étonne dans cette affaire, c'est l'importance démesurée donnée au fait, réel, que Jean Monnet ait servi d'abord ses convictions et les États-Unis plutôt que son pays. Les Communistes faisaient de même avec l'argent de Moscou, sans que cela ait gêné grand monde.

La nature de l'engagement de Jean Monnet est assez accessoire. La vraie question est de savoir si la méthode de construction d'une union européenne et ses modalités sont satisfaisantes ou non, notamment en matière politique, culturelle, juridique, sociale, économique et monétaire. La question n'est pas de savoir d'où parlait Monnet mais d'apprécier la qualité des résultats de son action. Et, quelle que soit la part de responsabilité qui est la sienne, redresser les erreurs que l'on pense devoir être corrigées. En voulant dévaloriser la personne de Monnet, Villiers tente d'entraîner la dévalorisation de l'idée européenne supra nationale. On s'attaque aux personnes plus qu'aux idées. Il se met au niveau des trois militantes intervieweuses.

Toutes les décisions ont été prises en Europe par des gouvernements. La responsabilité des défauts

de ce qui a été construit revient aux décideurs, pas aux influenceurs ni aux lobbyistes ni aux représentations diplomatiques officielles ou officieuses. Le vrai travail n'est pas de mener des guerres d'image, même si celle de Monnet en train de faire brûler son passeport français a quelque chose de terrifiant. Mais l'essentiel est de partir des faits pour voir et les défauts et les aménagements possibles, quitte à les faire valoir sans censure ni occultation partisane.

L'Eurosystème pose un problème. Il faut dire où cela blesse et ce qu'il faut faire pour réparer.

L'Europe supranationale de type fédérale s'oppose toujours à un système d'Europe des nations et des projets. Peut-on trancher la question et avec quelles conséquences ?

Emmanuel Macron pense qu'il faut éviter que ces questions ne soient posées et veut une bataille d'images, comme lors du second tour de l'élection présidentielle : le bon contre les méchants. Les marchands de sondage commencent à « vendre » ce combat gagné d'avance en ne laissant s'affronter que LREM et le RN. Faire de la chaleur et aucune lumière ! Gagnez du temps et de l'espace politique !

Gageons que le résultat sera une abstention record. On parle d'un chiffre situé entre 60 et 70 % qui serait absolument désastreux.

Rappelons que Jean Monnet est décédé depuis près de quarante ans. On peut sans doute critiquer que Mitterrand ait fait entrer au Panthéon, où la patrie est chargée d'être reconnaissante avec ses Grands Hommes, un homme qui se jugeait lui-même apatride et préférerait travailler pour un gouvernement étranger contre les intérêts du gouvernement légitime de son pays. Mitterrand se flattait d'être le dernier président français de plein exercice. Ayant gâché les chances économiques de la France avec un bilan calamiteux, il pensait se faire une postérité comme constructeur fondamental d'une Europe supranationale où la France n'aurait plus de réelles indépendances. L'enterrement de Monnet en haut de la colline Sainte Geneviève sera le début de sa campagne européiste. Panthéoniser un apatride anti français, agent stipendié de l'étranger, c'est du Mitterrand tout craché. Un homme qui a réussi à se faire révéler par la Gauche après avoir reçu la Francisque des mains du Maréchal Pétain était à même de savourer la situation faite à Monnet. Les autres ne sont pas obligés de s'extasier. Cet amateur de cimetières et de cadavres était un pourrisseur et il trouvait à l'exercice sa joie profonde qui explique le nombre de suicides ou de meurtrissures dans son entourage. Lui aussi pourrit déjà depuis plus de 20 ans dans la tombe de laquelle il a chassé son épouse, sommée d'aller passer l'éternité ailleurs.

Les questions du moment, en matière européenne, sont assez éloignées des fariboles européistes passées et des manigances mitterrandiennes.

L'histoire est intéressante surtout si elle permet d'agir en toute connaissance de cause. La cause européenne a été défendue par mille courants qui n'ont rien à voir avec les États-Unis et pour de bonnes raisons. La question première qui se pose est de juger l'organisation actuelle et les politiques menées, qui donnent des résultats discutables voire désastreux et la seconde de définir vers quoi on va. Monnet ne voulait pas d'un gouvernement européen solide et concurrent des États Unis. Aujourd'hui Trump exerce une suzeraineté violente sur les pays européens. On fait quoi ? Mais les États Unis ne voulaient pas de concurrents pour le dollar et Monnet a poussé comme un malade en faveur d'une Monnaie Unique. Un traître aux intérêts américains ? Ou quelqu'un qui avait jugé que la dépossession monétaire vidait définitivement la souveraineté des nations européennes et que la gestion par des fonctionnaires nommés dans la coulisse ne serait jamais hostile aux États-Unis, la coulisse étant sous contrôle américain ?

Ces débats sont sérieux et méritent de se s'épanouir sans les entraves d'épouses de petits-mâîtres de la Macronie ou de la gauche caviar.

